**RECRUTEMENT D’UN(E CONSULTANT (E) POUR LA REALISATION D’UNE ETUDE SOCIO-ANTHROPOLOGIQUE AUTOUR DE LA GESTION DE L’HYGIENE MENSTRUELE : PRATIQUES, PERCEPTIONS ET BARRIERES.**

**Purpose of Activity/Assignment:**

Réalisation d’une étude socio-anthropologique autour de la gestion de L’hygiène menstruelle : Pratiques, perceptions et barrière

Scope of Work

1. **Contexte et justification**

Presque chaque femme et chaque fille (de la ménarche à la ménopause) auront ses règles en moyenne tous les 28 jours pendant environ 5 jours – un processus biologique tout à fait normal. Pourtant, la menstruation est entourée de silence, de mythes et de tabous, et fait même l’objet d’une stigmatisation. Les femmes et les filles du monde entier font face à de nombreux défis pour gérer leurs menstruations. Elles peuvent être dépourvues des moyens de le faire, ou bien faire face à des normes ou des pratiques culturelles discriminatoires qui rendent difficile le maintien d’une bonne hygiène. En raison de ces défis réunis, les femmes et les filles peuvent se voir privées de certains droits humains fondamentaux, y compris ceux relatifs à l’éducation, au travail et à la santé, ce qui transforme un simple fait biologique en un obstacle à l’égalité des sexes.

Ces dernières années, les défis auxquels sont confrontées les écolières menstruées dans les pays à revenu faible et intermédiaire ont fait l'objet d'une attention croissante. Un solide corpus de recherches menées dans de nombreux pays et contextes a documenté les expériences de honte des filles menstruées. Les preuves ont révélé la nature discriminatoire de nombreux environnements scolaires, les filles menstruées (et les enseignantes) étant incapables de gérer correctement leurs menstruations mensuelles en toute sécurité, dignité et intimité. Cela peut avoir des effets négatifs sur la capacité des filles à réussir et à s'épanouir dans l'environnement scolaire. Il peut également y avoir des implications sur la santé sexuelle et reproductive des filles, l'estime de soi et l'autonomisation et le potentiel économique.

A Djibouti, selon une étude conduite par le MENFOP, le décrochage scolaire des filles, 30 % des filles collégiennes et lycéennes ont révélé que leurs absences de 4h ou 5h durant la même période par mois provenaient de la survenue des règles en plein cours d'enseignement, nécessitant une interruption des cours. Enfin, 10 % des filles primaires ont indiqué avoir eu leurs règles et s'absentaient durant leurs menstrues par honte de leurs camarades et enseignants. En outre, nous savons que les filles peuvent, dans certains contextes, faire l'objet de brimades ou de moqueries de la part des garçons parce qu'elles ont leurs règles, ce qui peut avoir une incidence sur leur volonté d'aller à l'école.

Afin de mieux adresser de façon durable, appropriée et efficace la question de la gestion des menstrues, Il est essentiel de comprendre les connaissances, les pratiques, les perceptions et d’identifier les barrières.

Cette étude a donc pour but de permettre une opérationnalisation pertinente des actions liées à la Gestion de l’Hygiène Menstruelle qui ciblerait des enjeux concrets à partir desquels des programmes pourraient être mis en œuvre.

Cette étude qui s’inscrit dans ce cadre a pour objectif d’obtenir des données quantitatives et qualitatives sur l’état des connaissances, perceptions et pratiques des femmes et des filles en matière de Gestion de l’Hygiène Menstruelle (GHM) ainsi que des hommes, des garçons à Djibouti. Il est important de connaître les croyances et les connaissances (culturelles et biologiques) des garçons afin de les inclure dans des actions ciblées ultérieures pour une meilleure gestion de la santé menstruelle et la fin de la stigmatisation.

De tout ce qui précède et afin de mener cette étude à bien, l’UNICEF, en partenariat avec le Ministere de l’Education Nationale et de la Formation Professionnelle se propose de recruter un consultant international pour la réalisation d’une étude socio-anthropologique autour de la gestion de L’hygiène menstruelle : Pratiques, perceptions et barrière.

1. **Objectifs de la consultation**

L’objectif général consiste à améliorer les connaissances pour une meilleure compréhension des déterminants socio-culturels et socio-économiques associés aux pratiques de GHM, en particulier dans les écoles à travers la collecte, le traitement et l’analyse des données (qualitatives et quantitatives) liées à la problématique de la GHM. Ainsi, le but est d'analyser les données collectées, les informations sur les connaissances, les perceptions, les attitudes et pratiques de la population ainsi que sur les normes sociales et autres facteurs associés qui contribuent à la perpétuation des pratiques néfastes associées.

Plus spécifiquement, cette étude a pour objectif d'identifier :

* Les croyances factuelles : connaissances, compréhension, mythes, tabous et perceptions communes sur la menstruation ainsi que sur les risques et les conséquences associés aux pratiques existantes parmi les filles ainsi que parmi les garçons ;
* Générer des évidences sur les connaissances et les croyances des garçons et des adolescents en matière de menstruation et sur la manière dont ils ont reçu ces connaissances
* Revue documentaire autour de l’hygiène menstruelle : approches et/ou expériences, matériels d'IEC, formations existantes sur la MHM à Djibouti ou les pays ayant le contexte similaire, ainsi que d'autres acteurs impliqués dans la GHM.
* Sur la base des résultats de l'évaluation rapide et de l'examen documentaire, préparer un ensemble de matériels d'IEC et une combinaison appropriée de canaux de communication à utiliser dans les interventions SBC.
* Élaborer un module de formation sur la GHM pour les jeunes et/ou enseignants avec des normes minimales, des indicateurs et des stratégies illustratives pour l'adaptation, l'adoption et la mise en œuvre à Djibouti-ville et dans les régions.
* Évaluer les programmes et les pratiques existants pour déterminer les dispositions et les lacunes en matière de GHM et évaluer les interventions déjà lancées par les programmes de l'UNICEF sur la GHM.
* Développer un cadre, une stratégie et un plan de travail sur la GHM intégrant les autres programmes (WASH, Protection de l'enfance, Adolescence, Santé et nutrition et Éducation).
* Les croyances normatives personnelles, attitudes, valeurs, motivations et sentiments communs sur la menstruation parmi les filles ainsi que parmi les garçons ;
* Les attentes empiriques et normatives qui déterminent les pratiques d’hygiène menstruelle dans les écoles et les communautés environnantes ;
* L'équité : les perceptions et les attitudes particulières des groupes vulnérables tels que les personnes en condition de handicap (malvoyants, handicapés moteurs), les adolescents et adolescentes vivant en milieu rural, etc. ;
* Les conditionnalités de préférence autour des comportements collectifs ou normes sociales autour
* Les groupes de référence, les réseaux sociaux et les sources d'information à travers lesquels les différents acteurs apprennent et développent des attitudes envers les pratiques et les comportements associés à la GHM ;

Le(a) consultant(e) ne s'arrêtera pas à l'analyse des normes sociales, mais l'étude vise à :

* Identifier les barrières socio-économiques et technologiques qui empêchent une bonne gestion de l'hygiène menstruelle dans les écoles.
* Etudier les impacts de la gestion de l’hygiène menstruelle sur l’éducation et la scolarité des jeunes filles
* Identifier des opportunités pour impliquer davantage les jeunes filles/adolescentes et leurs organisations dans la mise en place des solutions, y compris celles d’ordre socio-économique renforçant l’autonomisation économique des femmes et filles
* Faire des recommandations pour accélérer les résultats liés à l’amélioration des pratiques d’hygiène menstruelles dans le contexte des normes sociales.
* Générer des évidences qui seront utilisées pour informer les défenseurs des droits, influencer les politiques et mieux orienter les interventions WASH dans les écoles et les communautés.

**4.**  **Principales taches de la consultation**

Les principales missions du consultant consisteront en :

**-** Conception de la recherche sur les GHM, y compris le développement et le test des outils de recherche

- Production d’un guide méthodologique de recherche sur la GHM ;

- Formation des enquêtrices, y compris les membres des réseaux et plateformes des jeunes

- Développement d’un plan d'analyse basé sur un cadre logique ;

- Collecte de données secondaires et primaires et production d’un rapport de terrain dans le cadre de la recherche GHM à Djibouti assorti de recommandations pour une gestion durable de l’hygiène menstruelle ;

**5. Méthodologie du travail**

Les candidats devront soumettre une proposition technique décrivant la méthode qu'ils seront amenés à mettre en œuvre, comprenant un plan détaillé de leur mission ainsi que des différentes phases et identification des outils appropriés pour réaliser cette mission.

* Des propositions liées aux approches participatives devraient être faites en vue d’assurer une consultation adéquate avec les parties prenantes, ainsi que des options pour intégrer leur participation effective tout au long du projet.
* La méthodologie proposée devra prendre en compte :
* La présentation de manière simple et synthétique du projet, ses enjeux, sa finalité, son contexte, la méthodologie de travail ainsi que des contraintes et risques associés ; Identifier les acteurs clés ; Proposer un plan de travail ainsi que les documents nécessaires pour réaliser le travail ; Proposer les outils de collecte des données et enfin proposer la structure de la stratégie ;
* Lors de l'élaboration de la méthodologie proposée, le consultant devra respecter les procédures de l'UNICEF relatives aux normes éthiques en matière de recherche, d'évaluation, de collecte et d'analyse des données, ainsi que les réglementations nationales en matière de recherche éthique. Il convient également de prendre en considération les principes éthiques fondamentaux de la recherche sur des sujets humains, tels que le consentement à la participation, la confidentialité, la divulgation de l'objectif de l'étude et des avantages/inconvénients potentiels de la participation, ainsi que la manière dont les informations recueillies seront utilisées.

**6.**  **Résultats et livrables attendus par la consultation**

* 1. **Les résultats attendus sont :**
		+ - Les comportements collectifs autour de la gestion des menstruations sont analysés et les pratiques endogènes recensées ;
			- Les défis et les obstacles socio-économiques et technologiques sont identifiés et analysés ;
			- Des recommandations sont faites pour une accélération des résultats en cohérence avec les résultats de l'étude ;
			- L’avis des communautés sur les pratiques et supports existants sont recensés
			- Des recommandations pour impliquer les jeunes filles et femmes dans les solutions proposées, y compris les opportunités de renforcement de capacités communautaires.

**6.2 Livrables :**

* Production d’un rapport préliminaire issu de la revue de littérature et l’analyse des TDRs
* Produire les outils nécessaires à la collecte de données
* Partager le rapport provisoire et la base de données de la phase de terrain
* Soumettre un rapport final de l’étude

**7. Durée de la mission**

La durée globale de la mission sera 80 jours ouvrés travaillés à compter de la date de signature. L’animation des ateliers et les visites sont inclues dans l’intervalle de cette durée.

**8. Supervision**

Le(a) consultant(e) sera recruté(e) par l’UNICEF qui établira le contrat. Il/elle sera responsable de la rédaction des livrables, de la conduite de la consultation, des réunions de travail, ainsi que des recommandations clés. Il/elle coordonnera les contributions, assurera l’harmonisation et sera garant de la qualité du document.

Le spécialiste WASH supervisera la mise en œuvre de la prestation en concertation avec le spécialiste SBC, et la point focal genre et la chargée de l’éducation et développement des adolescents.

**9. Lieu de consultation et conditions de travail**

Travail présentiel à Djibouti, à préciser dans la proposition technique. Le(a) consultant(e) n’est pas tenu de travailler physiquement au bureau de l'UNICEF.

**10. Rémunération**

L’offre financière couvrira les dépenses suivantes :

* Les honoraires,
* Les indemnités journalières pour les missions à Djibouti (incluant les frais de subsistance, communications, déplacements dans la ville et sur le terrain, autres frais de reproduction). Le montant total dépendra du nombre de jours effectifs sur le terrain,
* Tous les autres frais seront à la charge du consultant. Le consultant devra fournir une preuve de sa couverture médicale pour toute la durée de la mission.

**11. Termes de paiement**

Le(a) consultant(e) sera payé à la soumission de factures relatives aux différents livrables, sous réserve de validation par le superviseur de la consultation.

Le(a) consultant(e) devra soumettre les différents produits de la consultation, après validation par le comité technique, pour qu’il soit payé. Son paiement devra s’effectuer à hauteur de :

* 20% lors de la remise de la note de cadrage de la consultation et du rapport de démarrage ;
* 25% lors de la remise du protocole de collecte de données et l’obtention de la clearance éthique
* 25% à la remise du rapport d’étude provisoire ;
* 30% à la remise du rapport final.